Relations internationales

réfugiés du Sud-Est asiatique, cette véritable vague de 60,000 personnes environ en 18 mois. Il faut des efforts extraordinaires d'intégration pour que les nouveaux arrivants aient les possibilités nécessaires en fait d'emploi, de logements et d'éducation.

Un des traits saillants du grand effort consenti sur ce plan a été la part énorme prise par le parrainage privé. Grâce aux modifications apportées à la loi sur l'immigration en 1978, nous pouvons maintenant collaborer avec toutes sortes de groupes bénévoles, de comités d'églises et d'organismes ethniques qui peuvent ainsi fournir le parrainage, les moyens matériels et le soutien nécessaires à la réinsertion de réfugiés. Il est émouvant de constater quelle part énorme prennent ces organismes dans l'ensemble du Canada. Il y a eu près de 7,000 parrains pour les seuls réfugiés du Sud-Est asiatique. Beaucoup de groupes ethniques assurent maintenant le parrainage des réfugiés de l'Europe de l'Est.

J'ai indiqué à divers organismes que j'étais disposé à signer des ententes semblables à celles que j'ai déjà conclues avec le Congrès polonais et l'Association tchécoslovaque. Nous sommes prêts à conclure des ententes pour leur permettre de parrainer la venue de réfugiés. Notre offre est aussi valable pour tout groupe qui désire parrainer la venue de réfugiés d'Amérique centrale ou d'Amérique du Sud.

Depuis près de deux ans et demi, nous avons assisté à la formation de groupes de Canadiens bien structurés et clairvoyants qui s'intéressent de près aux problèmes et à la misère des réfugiés. Aujourd'hui, la question qui se pose est de savoir ce que nous devons faire à l'avenir? Peut-être notre grande priorité devrait-elle être de consacrer notre intérêt et nos ressources à des programmes de développement destinés aux camps de réfugiés à travers le monde. Nous devrions faire appel à l'inspiration et au dévouement d'organismes œcuméniques et d'associations bénévoles et les engager à mettre leurs ressources au service des immenses camps de réfugiés d'Afrique et d'Amérique centrale.

Quand je me suis entretenu avec l'ambassadeur de Somalie, il y a quelques mois, nous avons soulevé le problème des réfugiés. L'ambassadeur a affirmé qu'il y avait près d'un million de réfugiés dans son pays. La Somalie est un des pays les plus pauvres au monde et pourtant elle est forcée d'entretenir un million de réfugiés. Elle a besoin de personnel médical, de techniciens et d'experts agricoles.

Voilà un défi formidable qui s'offre aux Canadiens. Des milliers de Canadiens qui se sont dévoués pour accueillir des réfugiés chez eux ont maintenant l'occasion d'offrir leurs services à l'étranger. J'ai comme ambition, ambition que partagent sûrement mes collègues, d'offrir aide et assistance aux Canadiens désireux de venir en aide aux réfugiés surtout à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire ceux qui végètent dans les nombreux camps répartis à travers le monde.

Nous avons entrepris de réorganiser la Fondation canadienne pour les réfugiés afin de lui permettre de coordonner l'aide technique nécessaire à la participation des Canadiens. Nous avons rencontré un certain nombre d'organisations. C'est ainsi que je me suis entretenu il y a à peu près deux semaines avec l'un des groupes les plus actifs dans ce domaine, le Comité mennonite central.

M. Friesen: Quel est le nom de ce groupe?

M. Axworthy: C'est un groupe qui mérite d'être pleinement reconnu.

(1710)

Quant aux mesures que nous devons prendre ensuite, on leur a répondu: «Commençons par élargir la base.» Nous leur avons dit: «Utilisons les ressources et les fonds que vous pouvez réunir ainsi que les services de ceux qui veulent travailler à l'étranger pour commencer le travail dans les camps à l'étranger». Nous avons en un sens l'occasion d'établir un modèle différent, de donner un exemple différent dans le domaine de la politique envers les réfugiés. Monsieur l'Orateur, je puis vous dire que ce sont là des mesures que nous avons l'intention de prendre. Nous nous engageons à faire preuve d'initiative pour ce qui est du rayonnement à l'étranger des programmes et des politiques concernant les réfugiés, ainsi qu'à donner aux Canadiens l'occasion de s'engager, non pas seulement de façon passive en s'informant par les journaux et la télévision des tragédies qui ont lieu dans le monde, mais à participer activement et de façon directe à la solution d'un énorme problème qui s'aggrave très rapidement.

Je dirais, pour être plus précis, que nous sommes de plus en plus conscients de l'importance des problèmes qui surviennent en Amérique du Sud et en Amérique latine. C'est pourquoi nous avons pris un certain nombre de mesures pour commencer à mettre au point des modalités pour l'établissement des réfugiés de cette région. Nous avons informé les Nations Unies que nous étions prêts à accepter les réfugiés salvadoriens qui ne peuvent émigrer ailleurs.

Nous prenons des mesures pour améliorer les communications avec notre ambassade, comme le secrétaire d'État l'a déjà dit. Nous avons pris des mesures pour grossir les effectifs de nos missions de renseignements et pouvoir plus facilement établir un contrôle et des contacts politiques. En fait, nous avons deux façons de nous pencher sur le problème de l'aide aux réfugiés et de leur établissement. Il est important de souligner qu'aucune de ces initiatives n'est possible, ni probable, si l'on n'est pas d'accord implicitement pour que nous intervenions dans ces régions.

Je félicite le Nouveau parti démocratique d'avoir sacrifié une de ses journées d'opposition pour permettre au gouvernement de poursuivre ce débat. On ne peut que regretter que d'autres n'aient pas fait preuve du même zèle et du même dévouement. Nous sommes appuyés par une grande majorité dans ce domaine. Nous serons en mesure de susciter une meilleure compréhension entre les Canadiens à propos de ces questions. Il faut que nous nous dégagions de l'impression qu'il n'y a de réfugiés que dans les cas de crise. Nous devons commencer à établir une façon d'aborder le problème des réfugiés qui soit cohérente, logique et durable.

Il y aura encore longtemps des réfugiés et il n'existe pas de solutions faciles ou de panacées aux problèmes qui leur sont associés. Ces problèmes ne se prêtent pas à la grandiloquence ni à la rhétorique. C'est une situation qui exige un gros effort et une répartition des ressources. Il est bien connu qu'en politique étrangère aucune initiative ne peut réussir sans l'appui de la population.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Je regrette d'interrompre le ministre, mais son temps de parole est écoulé.